

La Dépêche

Syndicat des professeures et des professeurs du collège Édouard-Montpetit (fneeq/csn)

Planète en grève

Numéro spécial

En bref

Assemblée générale
spéciale

Le 9 septembre à 18h30

Grève climatique du 27
septembre

« Pour limiter le réchauffement planétaire à 1,5 °C, il faudrait modifier rapidement, radicalement et de manière inédite tous les aspects de la société ». « Il faudra une action pour le climat urgente, sans précédent et collective dans tous les domaines. Il n'y a pas de temps à perdre. » Voilà ce que nous disent le GIEC et le secrétaire général de l'ONU depuis octobre 2018.

Dans but d'alimenter votre réflexion en prévision de l'assemblée générale de grève qui aura lieu le lundi 9 septembre à 18h30 au C30 du campus de Longueuil, et qui fait écho à ce cri d'alarme, l'équipe de rédaction de La Dépêche a décidé de produire ce numéro spécial sur la crise climatique et le mouvement *La planète en grève*, le 27 septembre prochain.

Le premier texte, d'Isabelle Saulnier professeure de géologie, résume les principales conclusions scientifiques sur la question du climat. Y a-t-il réchauffement? L'humanité en est-elle responsable? Est-ce que cela s'est déjà produit sur Terre dans le passé? L'humanité peut-elle faire quelque chose pour empêcher ou limiter le réchauffement? Voilà des questions auxquelles Isabelle répond avec les nuances scientifiques qui s'imposent.

Le second texte, d'Alexis Desgagnés professeur d'histoire de l'art, présente l'état de la mobilisation syndicale au Québec en vue de la journée du 27 septembre prochain ainsi qu'un argumentaire en faveur de la grève pour le climat.

Dans le dernier texte, Ghyslaine Bolduc professeure de philosophie et membre du groupe La planète s'invite au parlement, prend position en faveur de la grève pour le climat à partir de sa connaissance approfondie du dossier.

Au cours des prochains jours et de l'assemblée générale du 9 septembre, nous vous invitons également à prendre position sur la crise climatique et ses conséquences à partir des études scientifiques réalisées ainsi que sur les gestes individuels et collectifs à poser. Nous savons que les trois textes présentés ne font pas le tour de la question mais ils contiennent des faits et des arguments importants, selon nous.

Bonne lecture et bonne réflexion!

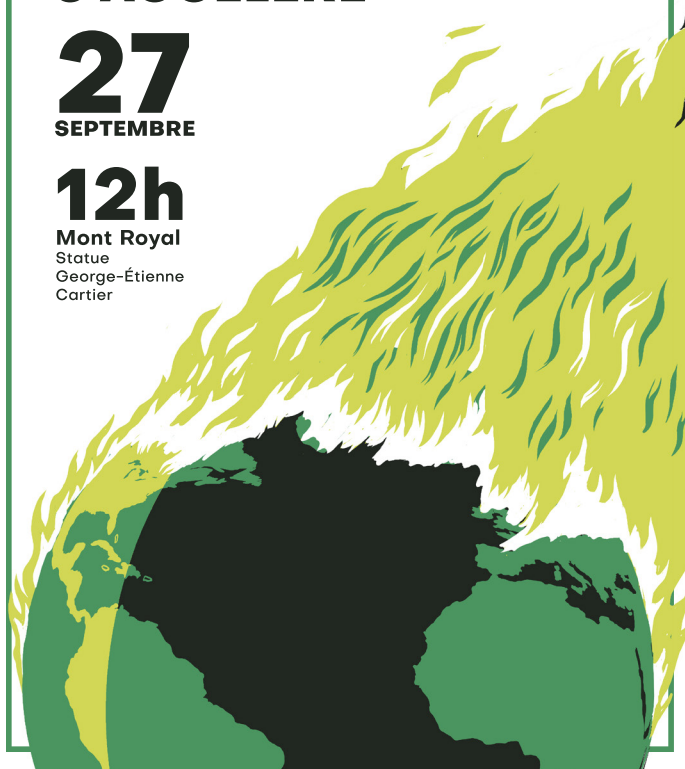
MANIFESTATION MONDIALE

LA CRISE CLIMATIQUE S'ACCÉLÈRE

27
SEPTEMBRE

12h

Mont Royal
Statue
George-Étienne
Cartier



Sommaire

Les changements climatiques : ce qu'en disent les scientifiques Isabelle Saulnier	2-4
Planète en grève : la mobilisation syndicale s'organise Alexis Desgagnés	5-6
Le devoir de résistance : la grève climatique face à la climato-passivité de nos gouvernements Ghyslaine Bolduc	7-8



Les changements climatiques : ce qu'en disent les scientifiques

Isabelle Saulnier | Géologie

L'équipe de La Dépêche souhaitait présenter un article sur l'état de la situation climatique.

Enseignant l'abécédaire des changements climatiques dans mes cours, je me suis sentie interpellée. Je vous sou mets donc, bien humblement, ce texte, en espérant qu'il alimentera vos réflexions.

Que savons-nous des paramètres qui régissent notre climat ?

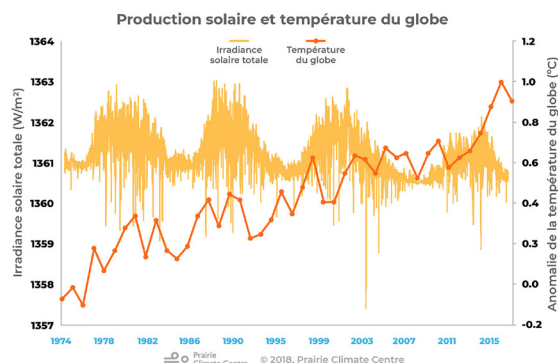
Le climat de la Terre est très complexe ! Il est régularisé par plusieurs phénomènes, dont nous commençons tout juste à mesurer les relations ! Les plus importants sont:

- Les variations de l'énergie émise par le soleil et l'effet de serre de l'atmosphère terrestre;
- Les variations cycliques de l'orbite de la Terre autour du soleil, et de l'angle d'inclinaison de sa rotation sur elle-même. Ces variations sont connues sous le nom du scientifique qui les a découvertes, le serbe Milankovitch;
- Les forces internes de la Terre, qui provoquent, en surface, le mouvement des plaques tectoniques, impliquant la formation de chaînes de montagnes et du volcanisme;
- La production de plancton dans les océans, les courants océaniques, l'érosion des grands reliefs, le cycle de l'eau, la formation de minéraux dans les fonds océaniques, et j'en passe !

Le réchauffement actuel est-il dû au soleil ?

L'énergie émise par notre soleil fluctue selon des cycles temporels. Un de ces cycles possède une période de 11 ans. Ce cycle a pu faire varier les températures sur Terre de l'ordre de 0,1 à 0,3°C, à quelques reprises dans le siècle dernier. Toutefois, ces variations auraient dû nous amener vers une stabilisation, voire même une légère baisse des températures moyennes sur la Terre, au cours des dernières années.

Force est de constater que le soleil n'est pas le principal joueur responsable des tendances actuelles observées à court terme. Pas plus qu'il ne peut être pointé du doigt pour expliquer la hausse des températures moyennes depuis les 50 dernières années. En effet, si les quelques cycles de fluctuations de l'irradiance solaire ont eu un impact sur le réchauffement de la Terre, ils ne peuvent expliquer la tendance à la hausse bien



installée sur l'ensemble de cette période ! Le graphique ci-dessus devrait vous en convaincre (<https://atlasclimatique.ca/pourquoi-le-climat-change-t-il>)

La variation orbitale et rotationnelle de la Terre en cause ?

Les cycles de Milankovitch font varier la quantité d'énergie solaire que la Terre reçoit dans le temps. Ces variations sont la cause principale de l'alternance de grandes périodes chaudes et froides que la Terre a connues. Leur effet a été démontré sur une histoire remontant à plusieurs centaines de millions d'années. Avec l'énergie solaire et l'effet de serre, il s'agirait du plus important facteur naturel régissant les variations climatiques de la Terre.

Ces cycles sont la cause du plus récent refroidissement qui :

- A culminé il y a 1,65 million d'années (Ma),
- Fut marqué non pas par une mais bien 4 périodes glaciaires successives, entrecoupées de périodes interglaciaires.

Or, la dernière glaciation s'est terminée il y a environ 10 000 ans, nous plongeant alors dans ce qui serait une période interglaciaire, entre deux glaciations. Eh oui, nous sommes donc techniquement, dans une période froide de l'histoire de la Terre, depuis environ 1,65 million d'années ! Et nous aurions rendez-vous avec une prochaine glaciation dans environ 15 000 ans !

C'est-tu pas merveilleux d'apprendre cela ! De quoi soulager plusieurs éco-anxieux ! En 10 000 ans, les températures ont remonté de 5 à 7 degrés, le niveau de la mer s'est élevé de 100 mètres, et le Canada, ainsi que l'hémisphère Nord, s'est libéré de sa couverture de glace, épaisse de 2 à 3 km ! Ces cycles ne semblent toutefois pas expliquer ce qui se passe depuis quelques décennies.

Alors, à qui donc la faute du réchauffement? Ce que la communauté scientifique en pense...

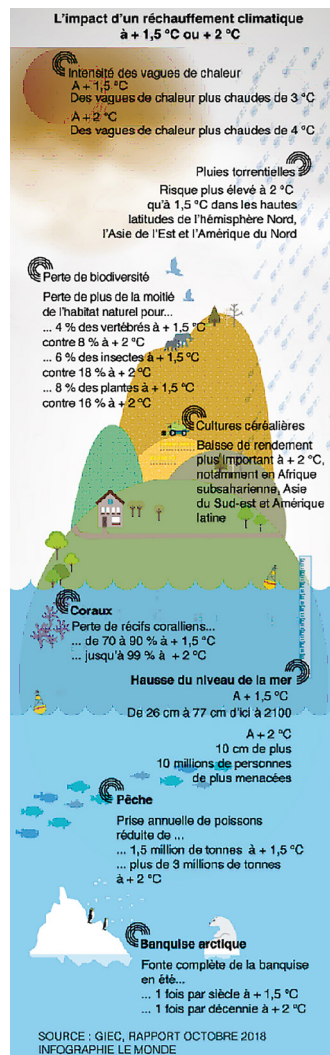
D'une part, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) :

Cet organisme onusien créé en 1988 regroupe des centaines d'experts à travers le monde. Ils ont pour mandat d'éplucher toute la recherche scientifique sur le climat, d'en faire une synthèse et de présenter les consensus qui s'en dégagent, sans parti pris. À ce jour, le GIEC a publié près d'une vingtaine de rapports. Bien qu'il ait connu certaines controverses, il demeure l'autorité mondiale en matière climatique ! La figure ci-contre présente une infographie, publiée dans la revue le Monde, résumant les principales conclusions d'un de leur dernier rapport sur l'impact d'un réchauffement atteignant 1,5°C et 2°C. ([GIEC: rapport réchauffement de 1,5°C versus 2°C](#); [Le Monde: Ce qu'il faut retenir du rapport du GIEC sur la hausse globale des températures \(oct. 2018\)](#))

Je retiens que le consensus scientifique est qu'il y a un réchauffement climatique principalement causé par l'émission de gaz à effet de serre (GES) par l'humanité depuis le début de l'ère industrielle. Le réchauffement provoquera, notamment, la fonte des glaces aux pôles et sur les hautes montagnes et une hausse accélérée du niveau de la mer au cours des prochaines décennies. Pour limiter la hausse de la température à 1,5°C depuis le début de l'ère industrielle, il faudrait réduire nos émissions de GES de moitié d'ici 2030 et devenir carboneutre en 2050. Si les émissions de GES se poursuivent ou augmentent, le réchauffement dépassera les 2°C.

Des scientifiques climatosceptiques !

La science du climat de la Terre et de son évolution est très complexe, comme je l'ai mentionné d'entrée de jeu ! Sans surprise, la source des variations actuelles du climat ne fait pas l'unanimité au sein de la communauté scientifique. En



voici un exemple récent :

- Cet été, un regroupement de 91 scientifiques italiens, en majorité reliés aux domaines des sciences de la Terre et du climat, de la physique ou de la chimie de l'atmosphère, ont publié une pétition largement médiatisée. ([Pétition à contre-courant - 91 scientifiques italiens](#)).

Voici ce que je retiens de leur position :

- D'entrée de jeu, ils pressent les décideurs politiques à lutter contre la pollution à travers le monde et réduire les émissions anthropiques de polluants.
- Ils ajoutent que le CO₂ n'est pas un polluant et qu'il est indispensable à la vie. Comment être en désaccord avec ce fait indéniable ! Sans l'effet de serre causé par les GES, les températures moyennes de la Terre seraient de -20°C au lieu du 15,8°C actuel ! Ce n'est pas l'ennemi à abattre, mais un allié à contrôler !
- Ils remettent en question les conclusions du GIEC. Ils suggèrent que la part de l'humanité dans ce phénomène est grandement exagérée et que les prévisions faites sont beaucoup trop catastrophiques. Leur argumentaire est essentiellement basé sur le fait que le système climatique est très complexe, qu'il n'est pas encore assez bien compris, et que, par conséquent, les modèles de simulations climatiques utilisés ne sont pas assez fiables. Là on peut discuter !

Qui a raison ? En fait, pourquoi pas un peu les deux ? Aussi irrécyclable que cela puisse paraître !

- Nous ne comprenons pas tout et il reste beaucoup de boulot à faire !
- Tant mieux si la variabilité naturelle est plus importante qu'estimée !
- Depuis le début de leurs travaux, les scientifiques du GIEC ont dû revoir à la hausse leurs scénarios prévisionnels, car la situation évoluait plus rapidement que prévu. Ces modèles, bien qu'imparfaits, ne semblent donc pas si exagérément catastrophiques jusqu'à maintenant.

Au final :

- Le fait que la Terre se réchauffe actuellement, semble bien faire un consensus dans la communauté scientifique;
- La réduction des émissions de GES ne peut qu'aider à réduire cette augmentation, dont les conséquences sur les humains seront globalement beaucoup plus néfastes que positives.

Suite en page suivante ►

Sommes-nous devant une situation exceptionnelle, du jamais vu ?

La réponse se cache dans les glaces du Groenland et de l'Antarctique, ainsi que dans les anciens fonds océaniques !

Rappelons d'abord que la Terre a connu de grandes crises, qui ont mené à la disparition de 75 à 95% de toute forme de vie qui la colonisait alors. Ces bouleversements ont été à chaque occasion accompagnés ou causés par une modification importante de l'environnement terrestre et de son climat.

Selon une récente étude scientifique publiée dans les comptes rendus de l'Académie américaine des sciences (PNAS), le climat de la Terre devrait ressembler d'ici 2030 à celui d'il y a trois millions d'années (Pliocene and Eocene provide best analogs for near-future climates).

À l'époque du Pliocène :

- Le climat était aride;
- Le Groenland n'était pas encore glacé, mais plutôt verdoyant;
- Le niveau des océans était alors estimé à 18 mètres plus haut qu'actuellement;
- Les températures se situaient entre 1,8 à 3,6 degrés Celsius plus élevées qu'aujourd'hui.

Toujours selon cette étude, si les émissions de CO₂ continuaient au rythme actuel, la Terre sera revenue 50 millions d'années en arrière, du point de vue climatique, d'ici 2150 !

Alors, pourquoi s'inquiéter ? Pourquoi parler de crise sans précédent ?

D'une part, la nouvelle variable dans l'équation, l'humanité, est menacée par ses propres actions. L'humain, sédentarisé, s'est établi près des côtes et sur des territoires particulièrement vulnérables dans un contexte de changements climatiques et de surpopulation mal répartie.

Mais plus encore, ce qui frappe dans les changements climatiques actuels c'est leur rapidité ! Bien au-delà du rythme documenté dans l'histoire de la Terre, lointaine ou récente ! Notre climat évoluera certainement vers des conditions que l'humanité n'a jamais connues. Ce changement sera fort probablement plus rapide que la capacité d'adaptation évolutive de plusieurs espèces. Des millions d'espèces pourraient disparaître en quelques siècles; des espèces qui auront mis des millions d'années à évoluer jusqu'à leur forme actuelle !

Les changements climatiques ne sont, en fait, que la pointe de l'iceberg de l'impact de notre mode de vie sur la détérioration de la qualité de notre environnement. Un environnement dont notre vie et notre survie dépendent. La pollution de notre air, de notre eau et de nos sols, la destruction de nos forêts, l'érosion de la biodiversité, voilà autant de symptômes reliés à ce mode de vie que nous avons adopté. Car sur cette fabuleuse planète, tout est connecté, tout est interrelié, et il n'y a aucun vase clos ! Voilà ce qu'on enseigne dès nos premiers cours de géologie !

« Toute est dans toute » dit l'adage, en voici une illustration inusitée ! Certains chercheurs scientifiques ont récemment suggéré que les changements climatiques, l'obésité et la famine dans le monde étaient en fait un seul et même combat. Il suffit de constater que l'industrie de la malbouffe émet une très grande quantité de gaz carbonique pour voir un lien entre ces éléments se tisser. ([Obésité, sous-alimentation et changements climatiques - un même combat ?](#) ; [The Global Syndemic of Obesity, Undernutrition, and Climate Change: The Lancet Commission report](#))

Voilà autant de raisons de se préoccuper de la présente situation climatique, que notre apport soit, ou non, surestimé un peu ou moyennement ! Je terminerais toutefois sur cette note : se préoccuper, s'informer, se mobiliser, influencer son entourage, changer ses comportements de consommation et de transport, voilà autant de façon d'améliorer la situation, sans pour autant devenir écoanxieux !

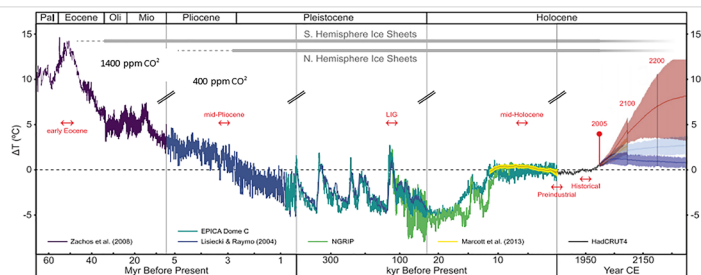


Fig. 1. Temperature trends for the past 65 Ma and potential geological analogs for future climates. Six geological states (red arrows) of the climate system are analyzed as potential analogs for future climates. For context, they are situated next to a multi-timescale time series of global mean annual temperatures for the last 65 Ma. Major patterns include a long-term cooling trend, periodic fluctuations driven by changes in the Earth's orbit at periods of 10⁴–10⁵ y, and recent and projected warming trends. Temperature anomalies are relative to 1961–1990 global means and are composited from five proxy-based reconstructions, modern observations, and future temperature projections for four emissions pathways (Materials and Methods). Pal, Paleocene; Mio, Miocene; Oli, Oligocene.

- Une période où les concentrations de CO₂ auraient atteint les 1400 ppm (parties par million) soit plus de 3 fois celles d'aujourd'hui !
- Les températures étaient près de 15° au-dessus de celles actuelles !
- Une période située à l'aube de l'évolution des premiers mammifères, peu de temps après la disparition des dinosaures !

Planète en grève : la mobilisation syndicale s'organise

Alexis Desgagnés | Histoire de l'art



Le samedi 24 août, j'ai participé à une assemblée intersyndicale coorganisée par Lutte commune et La Planète s'invite au Parlement¹. Cette activité devait permettre la rencontre de différents syndicats du milieu éducatif québécois engagés dans la mobilisation en faveur du mouvement Planète en grève (Earth Strike), afin de coordonner leurs actions en vue de la grève climatique du 27 septembre 2019². Au moins dix-sept représentant.e.s de syndicats étaient présent.e.s à la rencontre, certains œuvrant au niveau universitaire, la plupart venant du collégial.

Un état de la mobilisation

Plusieurs syndicats de cégeps ont déjà rejoint le mouvement étudiant dans la bataille contre la léthargie et l'hypocrisie des gouvernants en matière de politiques environnementales. En effet, cinq votes de grève ont été adoptés à ce jour, qui l'ont tous été par des assemblées syndicales du collégial (Gérald-Godin, Lionel-Groulx, Montmorency, Saint-Laurent et Sorel-Tracy). Pour au moins trois de ces syndicats, les votes ont été obtenus avec une large majorité (Saint-Laurent, Lionel-Groulx), si ce n'est à l'unanimité (Gérald-Godin). Un plancher de dix syndicats qui voteraient la grève a été demandé par certaines assemblées syndicales : on peut donc assumer qu'est déjà faite la moitié du chemin!

À ces mandats s'ajouteront potentiellement ceux de nombreux autres syndicats qui tiendront un vote d'ici le 27 septembre, pour peu que leurs membres reconnaissent l'importance historique de la présente

grève sociale. Les syndicats mentionnés à la rencontre du 24 août qui prévoient tenir un tel vote sont Marie-Victorin, Ahuntsic, Saint-Jean-sur-Richelieu, Drummondville, François-Xavier-Garneau, Vieux-Montréal, Victoriaville, Rivière-du-Loup, le SPUQ (profs de l'UQAM) et le SÉTUE (étudiant.e.s employé.e.s de l'UQAM). Et cette liste n'est probablement pas exhaustive.

Sans avoir encore tenu d'assemblées de grève, plusieurs syndicats ont déjà accordé leur appui aux revendications du collectif La Planète s'invite au Parlement, ainsi que des fédérations syndicales telles que la FNEEQ-CSN et la FEC-CSQ, pour ne mentionner que celles directement associées au milieu de l'éducation collégiale³. Comme vous le savez, c'est le cas du SPPCEM. L'hiver dernier, ses membres ont d'ailleurs démontré, à l'occasion du travail de notre assemblée sur notre Politique institutionnelle de développement durable (PDD), une volonté ferme de voir désormais la décroissance considérée comme un des principes forts qui devraient gouverner notre agir collectif. Un principe incontournable pour la préservation des écosystèmes et de la biodiversité planétaires⁴. L'assemblée générale du 9 septembre permettra de vérifier si les membres du

SPPCEM voient dans la lutte climatique un mobile légitime pour voter une grève sociale.

Suite en page suivante ►



1 « Lutte commune est un regroupement de militant.e.s syndicaux qui vise à mettre de l'avant une vision combative, solidaire et démocratique de l'action syndicale. » <http://luttecommune.info/qui-sommes-nous/> (page consultée le 26 août 2019); La Planète s'invite au Parlement est un collectif citoyen, indépendant et non partisan dont l'objectif est de forcer les gouvernements à répondre immédiatement à l'urgence climatique. <https://laplanetesinvite.org/> (page consultée le 2 septembre 2019).

2 À propos du mouvement Planète en grève (Earth Strike), outre le site de La Planète s'invite au Parlement qui coordonne ce mouvement au Québec, voir : <https://www.earth-strike.com> (page consultée le 3 septembre 2019).

3 Rappelons que, en plus de cet appui, les délégué.e.s du conseil fédéral de la FNEEQ ont, au début de mai dernier, appelé les syndicats membres de la fédération à participer au mouvement Planète en grève. https://fneeq.qc.ca/wp-content/uploads/2019-05-010203-RECOMMANDATIONS-ADOPT%C3%A9ES_CF3_6-mai.pdf (page consultée le 1^{er} septembre 2019).

4 Assemblée générale du SPPCEM du 20 mars 2019 : <http://www.sppcem.org/documents/Assembl%C3%A9e%20g%C3%A9n%C3%A9rale%202016-2017/2018-2019/2019-03-20-PVAG-sign.pdf> (page consultée le 1^{er} septembre 2019).

Un argumentaire pour la grève

Lors de la rencontre du 24 août, on a rappelé quelques raisons de voter la grève du 27 septembre. Conjuguée à l'inaction des décideurs politiques, l'ampleur de la crise climatique donne à penser que les petits gestes individuels ne suffiront pas à endiguer le problème. À l'atomisation des existences individuelles quotidiennement radicalisée par l'économie néolibérale, il convient d'opposer la force du nombre en resituant nos luttes politiques, dont celle contre les changements climatiques, sur le terrain de l'action collective, et notamment de l'action syndicaliste.

On se souviendra aussi de l'importance historique de la grève, en tant qu'outil de lutte politique, dans l'obtention de beaucoup des acquis économiques et sociaux dont nous bénéficions collectivement aujourd'hui. Certains rappellent d'ailleurs que c'est justement à la grève, avant qu'elle ne soit sévèrement encadrée et restreinte par le droit du travail, que le mouvement syndical doit sa légitimité historique⁵.

Dans la relation frontale qui oppose historiquement le mouvement syndical à la partie patronale, il importe désormais de rompre avec la logique du « partenariat social », privilégiée depuis la fin des années 1990 comme principal mode de gestion des relations de travail⁶. En admettant que toute aspiration politique doit être négociée sous la forme d'un compromis conventionné visant l'intégration des travailleurs et des travailleuses à l'économie capitaliste, cette logique a contribué à l'« assimilation des intérêts des ouvriers à ceux des patrons⁷ ». L'outil politique de la grève a vu d'autant sa légitimité réduite à la simple question de sa légalité en vertu des seules dispositions juridiques prévues dans le Code du travail, lequel ne considère aucunement l'incidence des enjeux environnementaux et climatiques sur les conditions de travail.

Pour nombre d'entre nous, la question de la légitimité de la grève climatique outrepassait certainement de telles dispositions, en ce qu'elle se pose actuellement moins sur le seul plan juridique que sur celui de l'éthique. Une éthique ne réclamant rien de moins qu'un nouvel humanisme.

Une éthique d'abord personnelle, individuelle, qui accorderait autorité aux jugements moraux qui font primer la vie de tous les êtres sur les nécessités spéculatives d'une économie mortifère et moribonde au sein de laquelle la croissance est considérée comme un pur fétiche.

Donc une éthique de la décroissance : fin d'un consumérisme illimité, détestation de toute production inutile (hormis la philosophie et l'art, bien entendu). Surtout si son matériau

est du plastique, irréparable, prochainement obsolète, éventuellement dissout dans l'eau potable. Mais surtout : respect absolu, au-delà des seuls humains, pour tout ce qui vit dans les écosystèmes; pour la vie en général, dans son hétérogénéité, dans sa biodiversité.

Une éthique humaniste, enfin, qui accorderait amour et déférence à notre mère-planète, habitée par tous et toutes, en elle tous et toutes autochtones, au sens premier du mot : qui est issu de la terre.

La question climatique recèle la possibilité de renouveler le syndicalisme. Pour cela, il faut faire de la nature l'ultime condition de travail à défendre. Individuellement, nous devrions décréter dans l'heure l'obsolescence du capitalisme, refuser d'encourager plus longtemps sa croissance. Collectivement, nous devrions joindre nos forces à celles de la nature. Il y a là matière à renouveler le syndicalisme : à remplacer son caractère corporatiste par un écologisme qui rejoindrait et toucherait la sensibilité du plus grand nombre et, parmi celui-ci, celle des jeunes qui, en vue de la lutte climatique qui s'organise, ont déjà commencé à se mobiliser.

On dit qu'il n'y a pas de travail sur une planète morte... Alors qu'elle soit bientôt votée, cette grève planétaire!

Se rassembler pour avancer

En grève

le 27 septembre 2019



5 M. Petitclerc et M. Robert (2015), « La «solution miracle» : le droit de grève et la loi spéciale au Québec », dans P. Crevier et al., *Renouveler le syndicalisme : pour changer le Québec*, Montréal, Écosociété, p. 86.

6 À ce sujet, lire G. Raymond (2013), *Le « partenariat social » : sommet socio-économique de 1996, syndicats et groupes populaires*, Ville Mont-Royal, M éditeur.

7 Alain Deneault, « Si le mouvement syndical opérait un virage politique... », dans P. Crevier et al., *op. cit.*, p. 41.

Le devoir de résistance : la grève climatique face à la climato-passivité de nos gouvernements *

Ghyslaine Bolduc | Philo, membre de *La Planète s'invite au Parlement*



*Ce texte est tiré d'un argumentaire en faveur de la grève climatique prononcé à l'assemblée du Syndicat des professeurs du cégep de St-Laurent du 31 mai dernier, à l'issue de laquelle les membres ont voté à 92% en faveur d'un débrayage le 27 septembre.

Afin de donner la direction que nous souhaitons à la lutte pour le climat en cours qui prend du galon au Québec et à l'international, nous devons nous entendre sur les moyens d'action et l'état de la mobilisation, mais d'abord sur un certain verdict moral et politique concernant notre responsabilité citoyenne et collective face à l'irresponsabilité de nos dirigeants.e.s.

Nous devons d'abord nous entendre sur un état de fait : l'urgence climatique – et plus largement, l'urgence écologique – menace non seulement la préservation et l'essor de nos écosystèmes, mais la sécurité même de nos enfants et la préservation d'un monde en perpétuelle construction. Ce monde qui a nous été légué par nos aïeux parfois à coups de risques et de sacrifices pris dans la résistance aux régimes totalitaires, dans la lutte pour de meilleures conditions de travail et salariales du *cheap labor* canadien français, pour la préservation de notre langue et de notre culture, pour les droits des femmes et des minorités, pour l'égalité des chances et la liberté. Mais beaucoup reste à faire; alors que de petites sphères privées s'entassent sans entrain dans un Walmart planétaire à ciel ouvert¹, j'en appelle à poursuivre cette lutte à contre-courant au lieu de nous asseoir aveuglément sur les acquis du passé, qui d'ailleurs montrent déjà des signes d'effondrements éminents.

Comme António Guterres, le Secrétaire général de l'ONU, en a récemment fait l'appel, cette lutte doit aujourd'hui prendre d'abord la forme d'une *résistance climatique* (et plus largement, écologique) si nous partageons le verdict suivant : la climato-passivité de nos gouvernements relève de la négligence criminelle envers les générations futures. Pour nous montrer dignes des efforts les plus nobles des générations précédentes, nous devons mener ardemment cette lutte jusqu'à la mise en œuvre par nos gouvernements d'un plan de transition à la hauteur de l'urgence.

Au Québec, il ne faudrait pas se leurrer : nous avons de très bonnes raisons de nous méfier de la peinture verte fraîchement étendue sur les politiques caquistes :

1. La cible de 40% de réduction du pétrole consommé d'ici 2030 est exactement la même que celle des libéraux. Ces engagements datent de 2016 et nous attendons toujours des avancées concrètes;
2. La CAQ entend aller de l'avant avec l'usine d'engrais et de méthanol de Bécancour, le 3^e lien et le gazoduc

GNL Québec, annulant ainsi une bonne partie des gains écologiques qui seraient réalisés;

3. François Legault fait une défense pour le moins « sélective » de l'autonomie des provinces; il est prêt à plaider en cour contre le projet de loi C-69 et contre une taxe carbone fédérale qui ne s'applique même pas au Québec, mais refuse d'appuyer la Colombie-Britannique dans sa lutte contre l'oléoduc *Trans Mountain*. Cette incohérence révèle que « l'autonomie des provinces » n'est qu'un simple paravent devant la défense des intérêts des pétrolières et gazières.

Quant au gouvernement fédéral actuel, son adoption décomplexée des objectifs de réduction de gaz à effet de serre du gouvernement conservateur qui le précédait le rend illégitime, car sachant que ces objectifs ne sont même pas suffisants pour respecter l'Accord de Paris, il démontre clairement qu'il n'est pas au service du bien commun. Et n'oublions pas qu'à l'aube des élections fédérales, une mobilisation massive est essentielle pour que se traduisent les revendications adoptées en engagements forts de la part des partis et porter au pouvoir les plus aptes à faire face à l'urgence.

La grève climatique comme moyen de résistance non-violente

En s'inspirant d'autres mouvements de résistance non-violente qui ont forgé les acquis de l'histoire de nos démocraties, nous avons donc le devoir de résister à l'autodestruction en cours et de forcer nos gouvernements à mettre d'urgence sur pied un plan de transition qui mobilisera tous nos efforts vers la transformation des secteurs clés de notre économie. Bien entendu, la signature du Pacte, la multiplication des manifestations citoyennes et étudiantes et bien d'autres mesures sont essentielles; elles sont d'ailleurs à l'origine d'un véritable rassemblement social pour le climat au Québec et en partie responsables du retour de la question écologique sur la scène politique. Mais si notre objectif est d'éviter la catastrophe climatique et non de seulement nous donner bonne conscience par des gestes symboliques, si nous croyons foncièrement qu'une telle chose est possible par une mobilisation internationale sans précédent, nous devons aller plus loin et prendre des moyens plus ambitieux. En visant un blocage économique et institutionnel, la grève climatique constitue un moyen non-violent et efficace qui a fait ses preuves et qui a un énorme potentiel, l'un des seuls que nous possédons face à un pouvoir corporatiste et technocratique dont la domination n'est plus à démontrer.

Suite en page suivante ►

1 Benoît LÉGER, « Tourisme : "L'enfer, c'est les autres" », *Le Devoir*, (19 juillet 2019), <https://www.ledevoir.com/opinion/libre-opinion/558957/tourisme-l-enfer-c-est-les-autres> (Page consultée le 5 août 2019).

Comme le rappelle Frédéric Legault, coordonnateur de *Planète en grève*,

Penser la grève climatique implique de repenser la grève à l'extérieur du cadre traditionnel qui oppose les employé.e.s au patronat [...] Historiquement, le mouvement syndical a défendu un projet de société audacieux qui allait au-delà des revendications salariales. Le *momentum* actuel autour de la lutte aux changements climatiques pourrait être une occasion pour le mouvement syndical de renouer avec son rôle d'acteur social réellement contestataire qu'il a déjà été.²

Comme elle s'effectue à l'extérieur d'une négociation de convention collective, une grève climatique est en effet une grève politique, mais sa légitimité existentielle – il s'agit après tout d'une question de survie – nous engage à remettre en question l'encadrement du droit de grève au Québec. La Cour suprême du Canada a d'ailleurs récemment reconnu³ que le droit constitutionnel d'association inclut le principe de grève : faire la grève pour la sécurité de nos descendants et la pérennité de notre monde ne devrait-il pas être un droit fondamental? En définitive, « dans l'optique qu'il n'y a pas de travail sur une planète morte, le syndicalisme du XXI^e siècle sera écologique ou sera condamné à l'obsolescence. »⁴ L'histoire pose ainsi au mouvement syndical une exigence de taille : celle d'assumer courageusement son rôle dans la résistance des travailleur.euse.s contre la climato-passivité.

Journée de grève ou journée institutionnelle?

En guise de soutien à cette cause qui nous concerne tous, certaines directions de cégep ont suggéré une levée de cours le 27 septembre, et il semble que l'on retrouvera une journée institutionnelle inscrite au calendrier de différents cégeps à la rentrée. Dans ce cas, il est important de procéder néanmoins à un vote de grève, d'abord par solidarité envers les autres syndicats en grève. Surtout, une simple journée de congé institutionnalisée n'aurait qu'une portée symbolique; elle dénaturerait ainsi l'initiative d'*Earth Strike International*, dont l'objectif est l'établissement d'un véritable mouvement mondial de grève pour le climat. En effet, l'objectif d'une première journée de grève est d'évaluer l'état de la mobilisation ici et à l'international et de faire une *démonstration de force* auprès des gouvernements; les liens sont désormais tissés entre nos syndicats et les différents acteurs de la société civile, nos membres sont mobilisés et nous sommes prêts à répéter les journées de grève si nos dirigeant.e.s ne tiennent pas compte de nos revendications.

2 Frédéric LEGAULT, « Pourquoi faire la grève climatique? », *À babôrd* (2019), n° 80, p. 12.

3 Adrian WYLD, "Canadian workers have fundamental right to strike, top court rules", *The Globe and Mail* (publié le 30 janvier 2015, actualisé le 12 mai 2018), <https://www.theglobeandmail.com/news/national/top-court-upholds-canadian-workers-right-to-strike/article22717100/> (Page consultée le 5 août 2019).

4 Frédéric LEGAULT, *Pourquoi faire la grève climatique?*, p. 12.

Comme cette lutte n'oppose pas les employé.e.s au patronat – rien n'empêche en principe qu'ils s'allient dans une résistance d'abord citoyenne –, *Planète en grève* considère qu'une collaboration et un dialogue constructif entre les syndicats et les employeurs respectifs de leurs membres est essentiel; c'est dans cette optique que *Planète en grève* « recommande aux instances syndicales d'aller chercher un engagement *officiel* de la part de l'employeur à ne pas porter plainte avant de procéder à un vote de grève »⁵. En définitive, il est important de communiquer clairement à l'employeur qu'il n'est pas la cible de la grève et les raisons profondes qui motivent celle-ci et la justifient.

État de la mobilisation ici et à l'international

À l'aube de la « Semaine pour le futur » (*Week for Future*) du 20 au 27 septembre – pendant laquelle on prévoit la participation de millions de personnes à des événements organisés dans 150 pays⁶ – cela fera près d'un an que le GIEC aura publié le fameux rapport qui a sonné de plus belle l'urgence climatique; mais cette fois, une mobilisation internationale historique, réunissant étudiant.e.s, travailleur.euse.s et divers regroupements citoyens, marquera, espérons-le, l'éveil écologique, social et politique qui prendra au cours des prochaines années la forme révolutionnaire dont l'avenir de notre civilisation dépend.

À l'international, le mouvement de grève pour le climat est notamment très actif en France, où on attend une mobilisation syndicale importante; au Royaume-Uni, le UCU (*University and College Union*), un important syndicat britannique, a quant à lui soutenu officiellement l'initiative d'*Earth Strike*. Mais c'est fièrement au Québec que le milieu syndical a pour l'instant le mieux répondu à l'appel : au moment de la rédaction de cet article, quatre syndicats avaient voté en faveur d'une journée de grève pour le climat, et plus d'une dizaine de votes de grève étaient à venir, du jamais vu! Ces avant-gardistes pourront entre autres compter sur l'appui de 400 groupes communautaires, de groupes écologistes, d'associations étudiantes et d'une convergence citoyenne monstre le 27 septembre. Si jamais ce succès québécois s'avère inégalé – ce que nous ne souhaitons guère – réjouissons-nous au lieu de céder au découragement et à la résignation; nous aurions ainsi le privilège de faire office de meneur.euse.s dans cette lutte et de présenter au monde entier un modèle de mobilisation qui aura fait ses preuves.

Ensemble, portons haut et fort le message qu'il n'y a pas de travail sur une planète morte!

5 Comment voter la grève à mon travail?, <https://laplanetesinvite.org/je-passe-a-l'action/campagnes/voterlagreve/> (Page consultée le 5 août 2019).

6 Millions Gear Up to Take Part in September's Global Climate Strikes (24 juillet 2019), https://350.org/press-release/millions-gear-up-to-take-part-in-septembers-global-climate-strikes/?fbclid=IwAR3EGViNYIKMrUZZQ1LY_rgV5xdV_suTwGCgzM20RkKq8Sr39DUdPcptFic (Page consultée le 5 août 2019).